

Le FFS exige la libération de tous les prisonniers politiques et les détenus d'opinion

Le Front des forces socialistes (FFS), exige la libération sans délai de tous les prisonniers politiques et les détenus d'opinion.

''Au FFS, nous continuerons à dénoncer le recours à la répression policière et judiciaire pour museler et éteindre les voix qui réclament d'une manière pacifique et responsable, leur droit à s'exprimer et à manifester. De même que nous ne cesserons pas d'exiger la libération sans délai, de tous les prisonniers politiques et les détenus d'opinion'', exige l'Instance présidentielle du parti dans un document présenté vendredi aux membres du conseil national du parti.

A même instance déplore ce qu'il appelle ''le refus'' du pouvoir de prendre les revendications légitimes du peuple algérien.

''Le système actuel de gouvernance continue d'ignorer les revendications légitimes du peuple algérien sur le plan politique, économique et social. Alors que la crise sanitaire s'aggrave et que ses conséquences sur le plan de l'emploi et du pouvoir d'achat des citoyens s'amplifient et touchent toutes les catégories de la population, cette gouvernance se contente de mesures conjoncturelles et superficielles alors que la sortie de la crise multidimensionnelle actuelle requière des réformes structurelles et systémiques de l'Etat et de ses institutions'', lit-on dans le document.

En ce qui concerne le projet de révision de la Constitution, le FFS met en garde le pouvoir en place, sur les risques d'échecs à vouloir imposer d'une ''manière unilatérale'' et ''autoritaire'', une feuille de route politique et un référendum pour adopter une nouvelle constitution pour le pays, que seule une ''Assemblée Nationale Constituante a la légitimité d'élaborer''.

Elle ajoute : '' Nous avons appris par voie de presse la convocation du corps électoral, le 15 Septembre prochain et la date du 1er Novembre pour y tenir un référendum sur la nouvelle constitution. Malgré nos alertes et en dépit des longs mois qui ont jalonné la révolution populaire enclenchée le 22 Février 2019 dernier, le régime a décidé de reconduire la politique des passages en force pour se perpétuer''.